



Député au Parlement européen
Margie Sudre
Ancien Ministre
Présidente de la Délégation des députés européens UMP
Conseiller Régional de La Réunion

Réponse au courrier des lecteurs d'un "électeur noniste" anonyme paru dans le Quotidien du 11 mars 2007

Lorsque je lis que *"notre Margie n'a pas conquis son poste à la force du poignet, comme cela est généralement le cas pour les élus"*, cette appréciation est pour moi l'occasion de vous rappeler que la circonscription de l'Outre-mer pour les élections européennes est la plus vaste de toutes : 9 collectivités éparpillées sur l'ensemble du globe, de l'océan Indien à l'océan Pacifique, de l'Atlantique aux Caraïbes, couvrant près de 22 fuseaux horaires.

J'ai fait, lors de la dernière campagne électorale, un très grand nombre de déplacements à la rencontre de nos concitoyens ultramarins. Aucun candidat des sept autres circonscriptions métropolitaines n'a eu à relever un tel défi. Si j'ajoute que le meilleur score national de l'UMP (25,3%) a été obtenu par la liste que j'ai eu l'honneur de conduire, je n'ai ni l'impression d'avoir reçu ce mandat sur un plateau, ni celle d'avoir démerité dans mon rôle d'élu.

Concernant les accusations *"d'élus courant d'air"*, je vous rappelle que mon mandat m'amène à défendre les intérêts de l'ensemble de l'Outre-mer et que, récemment encore, je me trouvais en déplacement à la Martinique à la tête d'une délégation de députés européens venue rencontrer les pêcheurs locaux.

Il me semble important de préciser que les responsabilités d'un parlementaire européen l'obligent à concentrer l'essentiel de son activité à Bruxelles et à Strasbourg. La présence y est indispensable étant donné l'impact pour nos régions des décisions qui se prennent d'abord à l'échelle européenne, et obligatoire puisque chacun vote en son nom propre et qu'aucun vote par procuration n'est autorisé.

Un député européen à 10.000 km de Strasbourg peut certes donner l'illusion d'une proximité citoyenne en restant chez lui, mais ne contribue guère, en réalité, à la défense des intérêts et au développement de nos régions.

Je souhaite également apporter quelques éléments sur les liens que j'ai pus entretenir avec ce *"parti on ne peut plus populaire, qu'elle s'est empressée de trahir"*. Tant que Freedom se tenait au dessus des partis politiques, j'étais parfaitement en accord avec ses dirigeants. En revanche, à partir du moment où Camille Sudre et d'autres représentants de Freedom ont décidé afficher clairement leurs convictions gauchistes, je me suis sentie libre d'exprimer les miennes, et notamment mon attachement aux thèses défendues par les gaullistes.

Je tiens à préciser au "noniste" qui m'interpelle, et qui doit se sentir particulièrement esseulé dans le cadre de la campagne présidentielle, que si le résultat du référendum m'a désolé, j'ai néanmoins pris acte de l'avis de mes concitoyens. Je ne souhaite ni "*passer par pertes et profit le vote du peuple français*", ni "*balayer son vote d'un revers de main*".

Mais contrairement à vous, je sais qu'enterrer un problème ne constitue jamais une solution durable. A ce titre, je répète une nouvelle fois qu'un nouveau traité, plus court, plus compréhensible, permettant enfin à une Union européenne composée de 27 pays de fonctionner, et prêtant moins le flanc aux élucubrations, serait une excellente sortie de crise.

Ce traité simplifié, que Nicolas Sarkozy appelle de ses vœux, pourrait reprendre en partie la substance du projet constitutionnel, et tout particulièrement les éléments réunissant un large consensus dans les 27 Etats membres de l'Union. Sa ratification pourrait enfin faire l'objet d'un vote parlementaire, qui n'aurait pas moins de valeur démocratique qu'un référendum.

Cette proposition constructive éviterait surtout de donner une caisse de résonance inespérée aux discours stériles des démagogues et des souverainistes les plus acharnés.